



HAL
open science

La guerre, un phénomène non économique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. La guerre, un phénomène non économique. Guerres et conflits économiques, Université Pierre Mendès France, 2004. hal-02553592

HAL Id: hal-02553592

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02553592>

Submitted on 24 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre un phénomène non économique

Jacques Fontanel

In

**Guerres et conflits économiques
Fragments de cours
Université Pierre Mendès France
Grenoble, 2004**

Résumé : La guerre en elle-même a souvent été considérée par les économistes comme un aléa dû principalement à des facteurs politiques, idéologiques. Si l'économie est un facteur de puissance, elle permet parfois la victoire, laquelle peut ensuite favoriser l'émergence de la démocratie. Le processus de globalisation par l'économie de marché conduit à la fin des guerres. Ces analyses sont très contestables, notamment parce qu'il est impossible de différencier la sécurité économique de son alter ego militaire.

Summary : The war itself has often been considered by economists as a hazard due mainly to political, ideological. If the economy is a factor of power, it sometimes allows victory, which can then promote the emergence of democracy. The process of globalization through the market economy leads to the end of wars. These analyses are highly questionable, particularly because it is impossible to differentiate economic security from its military alter ego.

Mots clés : guerre, paix, globalisation, démocratie
War, peace, globalization, democracy

La guerre est une constante dans l'histoire de l'humanité. Les considérations économiques n'ont pas été négligeables. Cependant, avec le développement économique et l'avènement international de la démocratie et de l'économie de marché, la guerre devient potentiellement une valeur obsolète et un fait historique de plus en plus rare. Ces conceptions ont fait l'objet de nombreux débats. La guerre est souvent perçue comme un phénomène politique qui connaîtra à terme une disparition du fait de l'état stationnaire (Ricardo) ou de l'amélioration de la connaissance économique (socialistes utopiques).

I. – La guerre, un phénomène non économique

Pour Schumpeter¹, la question de la défense est exclue de la dynamique interne du capitalisme, et en cela il s'oppose aux théories de l'impérialisme. Dans le cadre de la « destruction créatrice, processus de mutation industrielle qui transforme constamment l'intérieur de la structure économique, en détruisant les éléments âgés au bénéfice des innovations, la guerre n'est pas évoquée. Seules les innovations techniques majeures rythment les cycles de longue période. Favorable aux mouvements de concentration des firmes qui conduit au développement des économies d'échelle, il estime qu'un Etat n'est pas en mesure de détenir une situation de monopole, ce qui le conduit à réfuter le concept de guerre et d'armes économiques. Trois raisons justifient la guerre, l'autodéfense, la pression de groupes particuliers ou la recherche de gains économiques via les conquêtes coloniales. Les guerres et les conquêtes de débouchés n'ont eu qu'une influence mineure dans le développement du capitalisme. J.A. Schumpeter reprendra l'idée de Veblen selon laquelle le coût de la guerre sera de plus en plus élevé et que les sociétés nationales seront de plus en plus caractérisées par le pacifisme et l'application de décisions rationnelles. Pour Schumpeter, contrairement aux analyses de

¹ Schumpeter J.A., (1942), *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, Paris, 1965.

l'impérialisme, la concurrence économique ne mènera jamais à l'affrontement militaire. La bourgeoisie est fondamentalement étrangère à la mentalité guerrière, trop risquée et coûteuse, les dépenses militaires constituant plus un handicap qu'un stimulant économique. La guerre et la paix sont également probables quel que soit le système économique, elles ressortissent d'une catégorie non économique. La guerre n'est donc pas inscrite dans les structures systémiques, c'est le produit d'une évolution historique. Cependant, la bourgeoisie risque d'échouer dans la représentation démocratique des intérêts économiques, conduisant ainsi des groupes d'intérêts à remettre en cause la démocratie bourgeoise, à vocation pacifiste. L'usure de la dynamique économique diminue progressivement la capacité de la classe au pouvoir de faire face à une agression extérieure. Le capitalisme disparaîtra par décomposition interne, c'est-à-dire principalement la bureaucratisation des entreprises et la disparition de l'esprit d'initiative. Les guerres peuvent constituer des avancées en direction du socialisme. Le développement des relations économiques internationales ne peut suffire à lui seul à enrayer le risque de guerre, lequel est aggravé par l'affaiblissement progressif de la classe bourgeoise au pouvoir. Dans le socialisme, l'innovation sera bridée par la bureaucratie et une économie de type « stationnaire » (en référence avec Ricardo) s'installera, dans le cadre d'accords négociés, notamment sur le thème du désarmement.

Parfois, l'aide internationale s'exprime dans un contexte de violence politico-économique, elle devient une partie du contexte et du conflit². Certes, les agences d'aide sont souvent perçues comme des organismes neutres et non partisans, mais le résultat de leur effort produit des résultats qui réduisent ou exacerbent les conflits. Dans ces conditions, l'expérience des faits historiques est essentielle. « Comment l'assistance humanitaire et de développement peut aider les peuples concernés à se désengager du conflit et à établir un système alternatif capable de résoudre, sur le court et le long termes, les problèmes à l'origine des combats ? » Les critiques sur l'assistance internationale sont importantes et elles conduisent même parfois à en mesurer les effets pervers. En outre, plusieurs analystes considèrent la guerre ou le conflit comme un moment obligé de l'histoire, celui qui remet les idées et les pouvoirs en cause et en apporte de nouvelles.

² Anderson M.B., (1999), *Do no harm. How aid can support peace - or war*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, London.

Cependant, il est trop facile d'apporter de l'eau au moulin de ceux qui fondent les relations internationales sur la violence et le refus de la solidarité. Les organisations non gouvernementales sont supposées constamment défendre la paix, même si ce n'est pas leur objectif déclaré. Elles doivent constamment être du côté des plus pauvres et des marginaux, ceux qui font l'objet d'une discrimination sociale. Elles se doivent d'apporter quelques moyens aux exploités pour lutter contre l'injustice, plutôt que de fournir une aide miséreuse, qui maintient les hommes sous le joug de l'argent, et ce d'autant plus que les guerres modernes sont internes aux Etats et concernent la vie quotidienne de tous les citoyens civils et militaires. Cependant, toute situation de paix n'est pas raisonnable si elle est fondée sur la pauvreté pour certains et l'extrême richesse pour d'autres. Il existe des gains et des pertes à chaque situation de conflit, comme à chaque aide internationale. Toutes les potentialités de la paix doivent être recherchées, comme la création d'associations communes, la mise en évidence des valeurs partagées et des intérêts communs, les expériences communes. L'aide internationale est directement concernée par la guerre, notamment par les vols des guerriers en vue d'acheter des armes, le renforcement de l'économie de guerre, les effets de distribution sur les revenus, la légitimation de certains clans par le don de biens réquisitionnés. L'aide peut parfois renforcer le pouvoir des hommes de guerre. Dans ce dessein, il faut prendre soin de la fourniture des biens et éviter de les laisser à ceux qui continuent la guerre à des fins personnelles et chercher à réduire les niveaux de menace et de coercition, par un usage négocié de l'aide. Il faut d'abord comprendre le contexte du conflit, mesurer les capacités locales de la paix et chercher à comprendre ce qu'il ne faut pas faire.

II. – La guerre, un facteur de démocratie

Pendant la Guerre de Sécession, le Président des Etats-Unis Abraham Lincoln défendait les intérêts de la puissance industrielle et financière du Nord-Est fortement protectionniste contre le Sud producteur agricole favorable au libre-échange. Cette guerre, pourtant coûteuse et sanguinaire, n'en fut pas moins le témoin d'un formidable développement industriel sauvage, dans une recherche constante de la compétition et du monopole. La Première Guerre mondiale acheva le processus, les achats des matériels militaires, par les alliés d'abord, puis par le gouvernement américain, conduisant à un plein emploi, malgré la stagnation de la consommation limitée par la pénurie. Le

développement économique américain reçut une aide incontestable des conflits et de la production militaire. Le Complexe Militaro-Industriel (CMI) prit son essor dans les années 1930 en Californie, autour des grands industriels de l'armement, en marge même du gouvernement de Roosevelt qualifié d'agent du communisme, depuis la mise en place du *New Deal*. Pendant la guerre, les libéraux et les intellectuels furent convaincus de l'intérêt d'un CMI puissant pour lutter contre les fascismes, le Japon et le communisme. Pour conserver une grande partie du potentiel industriel de l'armement, la politique adoptée fut celle de la « diabolisation » de l'ennemi (au point que bien plus tard, le Président Reagan, ancien acteur d'Hollywood, parlera de « l'Empire du mal » pour définir l'URSS). Avec les exportations d'armes qui permettaient en même temps de vendre la culture américaine, les États-Unis se servirent sciemment du militaire pour élargir leur zone d'influence stratégique, politique et même morale et idéologique. À titre d'exemple, rappelons que le Coca-Cola ou les chewing-gums étaient quasiment inconnus en France avant l'arrivée des soldats américains, qui représenta une formidable opération promotionnelle pour l'industrie américaine.

Enfin, les États-Unis ont toujours eu vocation à la puissance et à l'universalité. Déjà en 1929, un capitaine anglais pouvait écrire à Salazar ce jugement éclairant. « Plus je vois ce pays extraordinaire, plus je suis stupéfié des grands progrès qu'il fait et continue de faire. Quelque jour, peut-être il se démembrera ; je le désire pour le bien de l'humanité. Sinon, ce colosse sera plus terrible encore que les hordes de Russie. Son ambition dépasse ses progrès ; elle est plus vaste que son territoire. Il ne sera satisfait que lorsqu'il sera le maître des destinées du monde »¹. Ces idées seront reprises avec plus de force encore en 1930 par Ludwell Denny. « Les Américains ne doutent de rien. Ils sont sûrs d'être le peuple élu. Nous appelons notre pays « God's country », le pays de Dieu. Les affaires sont pour nous comme une religion dont nos dirigeants sont les prêtres... Nous avons été une colonie de l'Angleterre. Elle sera bientôt notre colonie. Non pas en nom, mais en fait... Nous exploitons ceux qui sont moins riches que nous... Nous ne commettrons pas la faute de l'Angleterre. Trop sages pour essayer de gouverner le monde, nous nous contenterons de le posséder... Nos armes sont l'argent et les machines. Notre

¹ Lettre citée par M. André, en note dans son livre « Entretiens avec le général Mangin sur l'Amérique », Librairie Pierre Roger, Paris, 1929, in Philippe Grasset, « La Destinée manifeste par les armes », *Revue Française de Géographie*, Paris, Economica, n°2, Été 1997, p. 102.

matérialisme vaut le leur. C'est pourquoi notre triomphe est si facile et si inévitable »⁴. Les idées d'universalisme du marché et d'égalité entre les Nations entrent dans le langage commun des Etats-Unis, mais pas dans les esprits.

Avec la présidence de Clinton, la diplomatie américaine reposait sur trois principes généraux :

- 1) la sécurité dépend de la puissance économique du pays,
- 2) la vie nationale est intégrée à son environnement international,
- 3) chaque nation est comme une grande entreprise en compétition sur le marché mondial.

L'effondrement de l'empire soviétique a renforcé la détermination des Etats-Unis à réaffirmer leur intérêt pour l'idéologie du libre-échange. Cependant, à côté de ces affirmations, le gouvernement américain transforme sa géostratégie (pour l'instant inefficace du fait même de l'absence d'adversaires significatifs en opposition de puissance, notamment systémique) en une géoéconomie. Pour Lorot⁵, les Américains sont les seuls à faire du concept de géoéconomie une réalité stratégique quotidienne. La géopolitique de la guerre froide a conduit à la fin du socialisme, les architectes en étaient les militaires et les stratèges. La nouvelle doctrine repose sur une sécurité nationale basée sur l'élargissement de la communauté des démocraties de marché, les Etats-Unis étant indispensables à la mise en œuvre de relations politiques stables et au libre commerce. Pour Clinton, les Etats-Unis conservent la principale responsabilité de répondre, de façon sélective, aux dangers qui menacent bien sûr les intérêts nationaux, mais aussi ceux de ses alliés, pour éviter la déstabilisation des relations internationales.

Dans ses guerres contre l'Afghanistan et l'Irak, le Président Bush fait sans cesse appel au respect et à l'élargissement des valeurs démocratiques. Au fond, la guerre peut être un instrument de civilisation qui, à terme, conduit au respect de la paix internationale.

⁴ Denny L., (1933), *L'Amérique conquiert l'Angleterre*, NRF, Paris, 1933.

⁵ Lorot P., (1997), « De la géopolitique à la géoéconomie », *Revue Française de géoéconomie, Pourquoi la géoéconomie ?*, Paris, Economica, Mars, n°1.

III. – La fin de la guerre par la globalisation

Pour la pensée libérale, les dépenses militaires sont d'abord un coût que la collectivité nationale doit supporter pour protéger sa liberté et ses richesses. Pour les grands Classiques anglais, le développement économique, par l'essor industriel, était un gage de paix, avant l'émergence de la société stationnaire a-conflictuelle. Ces analyses ont été reprises à la fois par la pensée néo-classiques et par les socialistes utopiques (Saint-Simon, Fourier, notamment). Cependant, l'émergence d'un nouveau système économique jugé impérialiste a permis d'expliquer les raisons fondamentales de la permanence de la course aux armements. Le système socialiste constituait, par son impérialisme, une menace constante pour les économies occidentales, car son inefficacité économique le conduisait à développer ses potentialités idéologiques et militaires. Dans cette conception, les dépenses militaires constituent un fardeau pour les économies de marché. L'Etat gendarme se doit d'assurer la sécurité nationale, mais son activité, de nature improductive, réduit les potentialités de production des richesses. Les dépenses militaires protègent le potentiel de développement, en dissuadant l'adversaire potentiel à chercher à s'emparer de ses propres richesses. Seymour Melman⁶ par exemple considère que les effets négatifs des dépenses militaires sur l'économie des Etats-Unis s'expriment notamment par la réduction de la productivité industrielle, le développement de la bureaucratie et la diminution de l'investissement productif. Le secteur militaire favorise la perte de l'esprit de compétition et un effet d'éviction des activités civiles productives au profit du secteur militaire, fondamentalement improductif.

Les économistes favorables à la globalisation considèrent que l'économie de marché s'inscrit dans une logique de paix⁷. Cependant, cette analyse n'est pas toujours bien acceptée lorsque l'Etat entre en scène. Ainsi, pour Reich⁸, la désintégration inéluctable des économies nationales augmente l'insécurité, les inégalités et la pauvreté. Dans ces conditions, chaque pays doit mettre ses citoyens dans les meilleures conditions économiques et sociales. L'Amérique est destinée à devenir le seul arbitre d'une économie désormais globalisée. D'autres

⁶ Melman S., (1974), *The permanent war economy : American capitalism in decline*, Simon & Schuster, New York.

⁷ Ohmae K., (1995), *The end of the Nation-State*, The Free Press, New York – Ohmae, K. (1995), « Putting global logic first », *Harvard Business Review*, Jan/Feb, p. 119-125.

⁸ Reich R., (1992), *The work of Nations*, Vintage Books, New York.

analyses prédisent plutôt une domination de l'économie mondiale par une Triade Etats-Unis-Japon-Europe. Dans ces perspectives, l'État-Nation serait de plus en plus au service d'intérêts particuliers et il perdrait toute autorité par rapport aux évolutions de l'économie planétaire. Les firmes transnationales et les marchés seraient désormais les principaux acteurs de l'économie internationale. On assisterait alors à l'essor des États-régions, nouveaux facteurs de croissance. Les marchés et les firmes internationaux dominent, ils favorisent la mobilité du capital et les procédures de délocalisation, ils limitent l'action macroéconomique des États, ils conduisent à l'égalisation des coûts du travail et à l'obsolescence progressive des droits des travailleurs et de la sécurité sociale. L'économie mondiale est caractérisée par l'essor des nouvelles technologies et l'émergence d'une élite. L'idée de la nationalité d'une entreprise perd son sens, car la monnaie, la technologie, les usines passent les frontières avec de moins en moins de restrictions. Le rôle de l'Etat reste important, notamment parce que seule une politique industrielle adaptée peut permettre à un pays de dominer dans la concurrence internationale sur les industries à haute valeur ajoutée et de maintenir ainsi le niveau de vie des citoyens. Reich prône donc un « nationalisme économique positif »⁹. La restauration (après le déclin) des revenus de la majorité de la population grâce aux financements de la minorité privilégiée souligne le bien-fondé à long terme de la politique libérale, fondée sur la recherche exclusive de la maximisation du profit et des dividendes. Les études autour de la mondialisation se sont aussi fortement développées en France, mais elles ne prennent pas toutes en considération les facteurs politiques et stratégiques¹⁰.

Pour le gouvernement des Etats-Unis, l'ouverture des frontières économiques est un facteur de paix mondiale. Le paradigme du « laissez faire » reste dominant et, comme le soulignent toutes les analyses libérales, c'est un facteur de paix et de désarmement¹¹. Le bien-être des Américains dépend de sa capacité à produire des biens et services, à développer les lois du commerce international, à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, à renforcer le potentiel national de compétitivité, et ce au bénéfice des entreprises et des

⁹ Reich R. (1993), *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris.

¹⁰ Voir par exemple Minc A., (1997), *La mondialisation heureuse*, Pocket, Paris – Ladarde P. et Maris B., (1998), *Ab Dieu ! que la guerre économique est jolie*, Albin Michel, Paris.

¹¹ Coulomb F., (1998), *L'histoire de la pensée économique de la guerre et de la paix*, Thèse, UPMF, Grenoble 2.

citoyens américains. Les facteurs économiques dominent souvent l'agenda des considérations stratégiques. La sécurité nationale dépend d'abord de la puissance économique et chaque nation est en compétition avec les autres sur les marchés mondiaux. Les Etats-Unis se sont dotés d'un appareil administratif important pour agir sur le commerce international (notamment avec le *Advocacy Centre ou War room*).

Borrus et Zysman¹² affirment ainsi qu'il est impossible de dissocier les objectifs de sécurité économique et militaire : « Nous pouvons considérer la sécurité économique d'une nation en fonction de sa capacité à générer et appliquer les ressources économiques à l'exercice direct du pouvoir, ou à influencer indirectement le système international et ses normes. (...) Dans le système de sécurité de l'après-guerre, la dimension économique était essentielle pour l'exercice direct de la puissance des États-Unis. Les ressources industrielles et technologiques ont soutenu la force militaire des États-Unis et ont sous-tendu l'utilisation de l'assistance commerciale et technique pour accorder l'assistance alliée avec les objectifs des États-Unis. Et indirectement la dimension économique fut juste aussi essentielle pour son impact sur la structure et les normes du système ».

¹² Borrus M. and Zysman J., (1992), « Industrial competitiveness and American national security », in Wayne Sandholtz, Michael Borrus, John Zysman, Ken Conca, Jay Stowsky, Steven Vogel, Steve Weber, (1992), *The highest stakes - The economic foundations of the next security system - A Berkeley roundtable on the international economy (BRIE) project on economy and security*, Oxford University Press, New York, Oxford, p 7-52.

Bibliographie

- Anderson, M.B. (1999), Do no harm. How aid can support peace or war. Lynne Rienner Publishers, Boulder.
- Barre, R., Fontanel, J. (1991), Principes de politique économique, Collection "L'Economie en Plus", Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991
- Borras, M., Zysman, J. (1992), Industrial Competitiveness and American national security, in « The highest stakes- The economic foundations of the next security system. A Berkeley Roundtable on the international economy (BRIIE) project on economy and security. Oxford University Press.
- Chatterji, M., Fontanel, J., Hattori, A. (1996), Arms spending, development and security, Ashing Publishing House, New Delhi.
- Coulomb, F. (1998), L'histoire de la pensée économique de la guerre, de la paix et de la défense, Thèse, Grenoble.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament, A century of economic thought, Defence and Peace Economics, Taylor & Francis (Routledge)
- Denny, L. (1933), L'Amérique conquiert l'Angleterre, NRF, Paris.
- Fontanel, J. (1994). The economics of disarmament: a survey. Defence and peace economics, 5(2), 87-120.
- Fontanel, J. (2002), L'action économique de l'Etat, Pour Comprendre, L'Harmattan, Paris
- Fontanel, J. (2003), Civilisation, globalisation et guerre, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (2002), Disarmament : A century of economic thought, Defence and Peace Economics, Tome 28
- Fontanel, J. (2002), Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie. Collection "Côté Cours", Grenoble
- Labarde, P., Maris, B. (1998) Ah ! Dieu ! Que la guerre économique est jolie, Albin Michel, Paris
- Lorot, P. (1997), De la géopolitique à la géoéconomie. Revue Française de géoéconomie. Pourquoi la géoéconomie ? Economica, Paris. N°1.
- Melman, S. (1974), The permanent war economy : American capitalism in decline, Simon & Schuster, New York .
- Minc, A. (1997), la mondialisation heureuse, Pocket, Paris.
- North, D. (1990), Institutions Change and Economic Performance, Cambridge University Press, New York.
- Ohmae, K. (1995), The end of the Nation State. The Free Press, New York.
- Ohmae, K. (1995), Putting global logic first, Harvard Business Review, Jan/Feb.
- Passet, R. (2000) L'illusion libérale, Fayard, Paris
- Reich, R. (1992), The work of Nations, Vintage Books, New York.
- Reich, R. (1993), L'économie mondialisée. Dunod. Paris
- Schumpeter, J.A. (1942), Capitalisme, socialisme et démocratie, Payot, Paris.